

CADRE DE VIE

Les bâtiments prennent des couleurs à Abidjan

INNOVATION

“LUCIE” : une application mobile contre l'analphabétisme

CULTURE

Le Zaouli devient patrimoine mondial

STADE OLYMPIQUE D'EBIMPE

Un chef-d'œuvre en chantier pour la promotion du sport

PLUS LOIN AVEC...

Nialé Kaba

Sur la réduction de la pauvreté



TRANSPORT

Bus, bateaux-bus et taxis : un ouf de soulagement pour les Abidjanais

SOMMAIRE

RÉSULTATS & IMPACTS

4

Cadre de vie : les bâtiments prennent des couleurs à Abidjan

Insuffisance rénale : 97 nouveaux postes de traitement depuis 2011

Électricité : la vie change dans trois villages d'Amélékia

Délinquance juvénile : 774 enfants resocialisés

Immigration : le gouvernement aide au retour de 2 486 Ivoiriens au pays

Coton : les revenus des producteurs haussent

Mines : 2 233 emplois créés en 2017

GROS PLAN

8

Transport : un ouf de soulagement pour les Abidjanais



EN ACTION

12

Innovation : une application mobile contre l'analphabétisme

Culture : le Zaouï devient patrimoine mondial

SUR LE TERRAIN

13

Le stade olympique d'Ebimpé : un chef-d'œuvre en chantier pour la promotion du sport



PLUS LOIN AVEC ...

14

Nialé Kaba sur la réduction de la pauvreté

ARRÊT SUR IMAGES

15

3 QUESTIONS À ...

16

Bruno Nabagné Koné



MENSUEL D'INFORMATIONS
DU CENTRE D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Bakary SANOGO

Directeur du Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG)

COMITÉ DE RÉDACTION

CICG

CONCEPTION - ÉDITION

CICG

Reproduction interdite sans autorisation préalable.



Centre d'Information et de Communication Gouvernementale

République de Côte d'Ivoire

Tél. : (225) 20 31 28 28 / Fax : (225) 20 33 29 59

01 B.P. 12 243 Abidjan 01

1er étage, Immeuble du Front Lagunaire

Courriel : info@cicg.gouv.ci



www.gouv.ci



@gouvci



@gouvci officiel



gouvci video



gouvci officiel

Côte d'Ivoire : le capital Ouattara



Par BAKARY SANOGO

Directeur du Centre d'Information et de Communication Gouvernementale - CICG

Des fonds de l'abîme, où elle a été pendant plus d'une décennie, la Côte d'Ivoire est aujourd'hui un tout autre pays. Une métamorphose entamée depuis la fin de la crise socio politique en 2011. Un pays que certains qui l'avaient quitté au début des années 2000, ou peu avant 2010, ont du mal à reconnaître.

D'autres s'émerveillent des progrès socio-économiques réalisés, parlant de véritable renversement de situations dans tous les secteurs : approvisionnement en eau potable, disponibilité en gaz butane, réhabilitation de pistes rurales, création de collèges de proximité, électrification de plus de 4600 localités à décembre 2017, remise de clés de 4702 logements sociaux en 2017, construction de centres de santé, etc.

La liste des réalisations depuis l'arrivée du Président Alassane Ouattara est longue. Des hôtels de standing poussent ici et là. Une classe moyenne de plus en plus importante émerge, avec ses habitudes de consommation. D'où la création de plusieurs centres commerciaux ultra modernes. La pénétration du numérique explose.

Les smartphones ne sont plus l'apanage des seuls hauts cadres de l'administration ou du secteur privé. On en retrouve aussi avec de modestes commerçantes de produits vivriers du "Marché Gouro" à Adjame. A Abidjan, de nouveaux cafés et pâtisseries ouvrent à presque tous les carrefours, créant ainsi des emplois.

L'aéroport d'Abidjan, devenu le hub de la sous-région, vient de franchir le cap des 2 millions de passagers. La Société de Transports Abidjanais (SOTRA) propose désormais le Wifi dans certains de ses autobus. Le 3ème Pont - à péage - sur lequel certains ne pariaient pas gros, enregistre régulièrement des bouchons. Yamoussoukro n'est désormais qu'à deux heures d'Abidjan, grâce à l'extension de l'autoroute.

Les bidonvilles qui obstruaient la belle vue du bleu de l'Océan Atlantique sur le tronçon Abidjan - Grand-Bassam (aujourd'hui une autoroute), ont fait place à une belle plage dégagée, permettant aux promeneurs et sportifs de savourer la brise de mer. En somme, un pays chaque jour un peu plus moderne.

C'est vrai, les défis restent encore nombreux et ce, dans tous les secteurs. Le Président de la République, Alassane Ouattara, et son Premier Ministre, Amadou Gon Coulibaly, doivent faire plus et mieux. Ils sont les premiers à le dire. Le gouvernement en est conscient et sa feuille de route reflète bien sa ferme volonté d'améliorer les conditions de vie des populations.

Mais, la réalité est que la Côte d'Ivoire est véritablement en marche, avançant à grands pas, vers la modernité. L'éléphant s'est redressé sur ses quatre pattes. Cette renaissance économique, politique, culturelle et sportive trouve expression dans l'inscription du masque Zaouli au patrimoine culturel immatériel de l'humanité, ou encore dans l'élection du pays comme membre non permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Et, cerise sur le gâteau, 2017 a achevé de convaincre qu'une nouvelle Côte d'Ivoire a vraiment vu le jour. Le

pays accueillait alors les 8èmes Jeux de la Francophonie, le Sommet Union Africaine-Union Européenne et la Conférence Internationale sur le Sida en Afrique.

Des actions et surtout des résultats qui démontrent que la Côte d'Ivoire peut réussir de grandes choses. Dans une Afrique où obtenir des succès relève souvent de l'exceptionnel.

Surtout quand on a connu des situations de crise socio-politiques ou de mal développement au cours de décennies antérieures.

La Côte d'Ivoire n'est pas la seule à avoir connu des difficultés de parcours. Mais, la grande différence est venue de la vision et du leadership du Président Alassane Ouattara. L'Homme d'Etat constitue ainsi aujourd'hui le premier capital du pays.

L'évolution que le pays connaît ne relève donc pas d'un miracle. En matière de développement, cela n'existe pas. Point n'est besoin de sortir de Wharton School of Business ou de Harvard pour le savoir. Les succès glanés et le progrès d'ensemble susmentionnés sont, répétons-le, portés par une vision et un leadership, ceux du Président Alassane Ouattara. Une vision mise en œuvre par une équipe gouvernementale aux compétences techniques avérées. La Côte d'Ivoire d'aujourd'hui, c'est d'abord et avant tout, le capital Ouattara.

**Mais, la réalité est que la
Côte d'Ivoire est véritablement
en marche, avançant à grands
pas, vers la modernité.**

Cadre de vie

Les bâtiments prennent des couleurs à Abidjan

Les bâtiments publics et privés du district d'Abidjan ont fait peau neuve à la faveur de l'opération de ravalement lancée par le gouvernement ivoirien. D'un coût de 2 milliards de FCFA, l'opération couvrant les 13 communes du district, s'étend au planting de 50 000 arbres et à l'aménagement de 30 carrefours.

A Yopougon-Siporex, les immeubles de quatre étages qui se dressent, de part et d'autre de la voie principale, ont fait peau neuve. Les murs sont repeints en jaune et les fenêtres en rouge bordeaux. Au pied de ces immeubles, les espaces verts ont été réaménagés. A Adjame, les maisons et immeubles de la cité des "220 logements" ont fière allure, avec leur couleur jaune. Non loin de là, à Williamsville, de nombreuses maisons jouxtant le camp de gendarmerie d'Agban ont bénéficié d'un lifting en couleurs.

Dans la commune de Cocody, les bâtisses se dressent majestueuses dans leur couleur blanche, comme on peut le constater à la "Cité

des Arts", après l'opération de ravalement des façades. Dans cette même cité, les Boulevards de France et Latrille ont également fait leur toilette des grands jours, avec des trottoirs embellis qui arrachent des commentaires élogieux aux passants. La splendeur des fleurs plantées le long de ces trottoirs et du terre-plein ne laisse pas indifférent. Au Plateau, quartier des affaires, de la cité "Esculape" à l'espace lagunaire, de nombreux édifices ont été rafraîchis.

Cette opération qui a nécessité un engagement financier important traduit la volonté du gouvernement d'améliorer les conditions de vie des populations. ■

Témoignages

Yao Kouamé Jean-Jacques

"Cela fait plaisir à voir"

« J'avoue que les bâtiments repeints font plaisir à voir. A Yopougon, où je vis, notamment au Premier Pont, des espaces verts ont été aménagés un peu partout. Cela nous permet de passer du bon temps, entre amis, le week-end ».

Ouattara Aminata

"Je ressens de la fierté et de l'espoir"

« J'ai un sentiment de fierté et d'espoir. Je sens le rayonnement de mon pays qui me fait oublier les années de crise ».



(...) Les maisons et immeubles de la cité des "220 logements" ont fière allure.

Insuffisance rénale

97 nouveaux postes de traitement depuis 2011

Grâce aux investissements du gouvernement ivoirien, le nombre de postes d'hémodialyse est passé de 10 en 2011 à 107 en 2017, soit 97 nouveaux postes. Et ce sont environ 56 000 séances de dialyse qui ont été effectuées en 2017, contre 22 000 en 2015.



Selon le Service d'aide médicale d'urgence (SAMU), entre 4 000 et 5 000 personnes souffrent d'insuffisance rénale en Côte d'Ivoire. Pour favoriser leur prise en charge médicale, huit centres d'hémodialyse ont été construits de 2011 à 2017. Le dernier en date est celui de Korhogo, ouvert en avril 2017. D'autres centres suivront à San-Pedro, Aboisso, Daloa, Bondoukou et Odienné.

Ces investissements, couplés à la politique de gratuité ciblée de certains soins et médicaments, ont permis de réduire le coût de la séance de dialyse. Lequel est désormais de 1 750 FCFA dans les centres publics, contre 2 500 F CFA de 1991 à 2010. Ce coût varie entre 60 000 et 150 000 FCFA dans les cliniques privées. ■

Électricité

La vie change dans trois villages d'Amélékia

Le programme « Électricité pour tous », visant à électrifier toutes les localités d'au moins 500 habitants, fait des heureux.

Avec l'électrification des villages d'Anougbakro, d'Améakro et de Kouadiokro (sous-préfecture d'Amélékia, région de l'Indénié-Djuablin) en février dernier, la vie des populations a changé. L'électricité accompagnant le développement, les conditions de vie des populations vont s'améliorer au fil des ans.

Avec cette connexion au réseau électrique, la sous-préfecture d'Amélékia vient d'atteindre un taux de couverture de 99 %. Il ne reste plus que le seul village de Konan Konankro à électrifier. Cela est prévu dans le programme 2018-2020. ■

Les Brèves du Développement

Le taux d'analphabétisme en baisse d'environ 8 %

Le taux d'analphabétisme est en recul en Côte d'Ivoire, passant de 51 % en 2002 à 43,1 % en 2017, soit une baisse de 7,9 %. Et ce, grâce à la politique de l'école obligatoire, à la construction d'infrastructures scolaires et aux campagnes d'alphabétisation au profit des populations. Ce progrès est également dû à la distribution de kits et de tenues scolaires et à la gratuité de l'école. Le défi pour le gouvernement est de réduire ce taux à 20 % d'ici à 2020.

La Côte d'Ivoire classée 20^e sur 54 à l'Indice Mo Ibrahim

Classée 20^e sur 54 pays en Afrique à l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG), avec un score de 54,2 sur 100, la Côte d'Ivoire a fait des progrès en termes d'actions et de réformes constantes en matière de bonne gouvernance.

Ce score rendu public dans le rapport 2017 de ce baromètre de la gouvernance est supérieur à la moyenne africaine (50,8) et uest-africaine (53,8).

TIC : La Côte d'Ivoire, 9^e Africain

La Côte d'Ivoire a occupé en 2017, la 9^e place africaine dans le classement de l'indice de développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) publié par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT).

Le pays occupait la 14^e place en 2016 et la 46^e en 2013. Cette performance est le résultat des actions du gouvernement en faveur du développement des TIC.

Cohésion sociale : 31 leaders communautaires font œuvre utile

La sensibilisation à la cohésion sociale, initiée par le gouvernement, porte ses fruits. La localité de Sirasso (à 70 km de Korhogo), a retrouvé sa tranquillité, grâce aux efforts conjugués des leaders communautaires. Ils ont permis de mettre fin aux tensions sociales dues aux querelles interminables entre orpailleurs et paysans dans les villages de Taléré, Dagba, M'Balla et Pélétiéménin.

Délinquance juvénile

774 enfants resocialisés

Le gouvernement ivoirien est résolument engagé à trouver des solutions durables à la délinquance juvénile. C'est dans ce cadre que 774 enfants âgés de 8 à 25 ans, auparavant en conflit avec la loi, ont été éduqués aux valeurs civiques et morales dans le centre de resocialisation des mineurs d'Ouokoukro, village situé à 9 km de M'Bahiakro (Centre du pays). C'était du 11 novembre 2016 au 21 décembre 2017.

Au terme de ce processus de resocialisation de six mois, certains pensionnaires sont devenus apprentis mécaniciens-auto, soudeurs, menuisiers-ébénistes, maçons, couturiers, etc. D'autres sont retournés à l'école.

Géré par la Cellule de Coordination, de Suivi et de Réinsertion (CCSR), placée sous l'égide du Conseil national de sécurité (CNS), le programme de resocialisation vise à endiguer le phénomène des enfants en conflit avec la loi. Pour rappel, c'est en décembre 2014 que la CCSR avait initié un projet pilote avec 96 mineurs dont 70 sont ressortis métamorphosés en juin 2016. Ils ont pu intégrer les unités de formation de Grand-Bassam et de Bonoua.

Quant au projet national, il a été mis en place en septembre 2016 et s'étendra à d'autres villes de l'intérieur touchées par le fléau. Il s'agit notamment de Daloa, Man, Bouaké et Korhogo. ■

Immigration

Le gouvernement aide au retour de 2 486 Ivoiriens au pays

Le gouvernement ivoirien, préoccupé par la situation humanitaire difficile des migrants ivoiriens en Libye, a décidé de les ramener en Côte d'Ivoire. Ainsi, 2 486 en situation d'immigration clandestine ont pu regagner le pays entre 2015 et début 2018.

Outre le rapatriement qui montre l'engagement des autorités pour le bien-être de leurs citoyens, ces personnes bénéficient d'un accompagnement pour leur prise en charge psychologique et leur réinsertion socio-professionnelle.

Pour endiguer le fléau de la migration clandestine, le gouvernement organise, avec l'appui de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), une campagne de communication pour sensibiliser les jeunes sur les dangers de cette aventure et les exhorter à avoir foi en leur avenir en Côte d'Ivoire. ■

Un centre de resocialisation créé à Bimbresso

En vue de répondre efficacement aux problématiques de la délinquance juvénile, du chômage et de la migration clandestine, le gouvernement ivoirien a initié des programmes d'insertion en faveur des jeunes. Dans ce cadre, un Centre Civique d'Actions pour le Développement (CCAD) a été construit à Bimbresso, dans la commune de Yopougon (Ouest d'Abidjan). Il a pour mission d'encadrer des jeunes vulnérables.

Mis en place par la coopération ivoiro-française, dans le cadre du Contrat Désendettement-Développement (C2D), il est doté d'un ensemble de dispositifs de formation et de réinsertion.

Le centre accueillera, chaque année, 250 jeunes âgés de 16 à 36 ans qui seront formés au civisme, à la citoyenneté et aux métiers de la maçonnerie, de la mécanique, de la soudure et de l'électricité. Il s'agit de faciliter l'intégration de ces jeunes dans le monde difficile et compétitif de l'emploi, en améliorant leur formation.



Coton

Les revenus des producteurs en hausse

Depuis la réforme initiée en 2013, la filière coton continue d'enregistrer de bonnes performances, comme le révèle le bilan de la campagne 2016-2017. Il en ressort que les producteurs ont engrangé plus de 86 milliards de FCFA de revenus contre 77,280 milliards de FCFA en 2015-2016, soit une augmentation d'environ 11,3 %.

Cette amélioration des revenus s'accompagne d'une légère hausse de 5,7 % de la production du coton graine, passant de 310 177 tonnes en 2015-2016 à 328 090 tonnes en 2016-2017.

Grâce à une synergie d'actions entre l'Etat, les acteurs de la filière coton et les partenaires techniques et financiers, le rendement de la coton-culture est passé de 771 kg à 955 kg par hectare sur la même période.

Pour la campagne 2017-2018, le prix bord champ est fixé à 265 FCFA/kg. ■



Mines

2 233 emplois créés en 2017

Le nouveau code minier en vigueur depuis 2014, au travers duquel le pays ambitionne de porter la part du secteur à 5 % du PIB d'ici à 2020, a permis d'enregistrer des résultats encourageants, en termes d'emplois et de recettes fiscales.

En effet, le nombre d'emplois créés dans ce secteur a augmenté de 21,2 %. Il est passé de 8 291 en 2016 à 10 524 à fin 2017, soit 2 233 nouveaux emplois créés. Les recettes fiscales générées courant 2017 par les entreprises minières ont atteint 56,4 milliards de FCFA contre 34 milliards en 2016, soit une hausse de 39,8 %.

En outre, le nouveau code minier, salué par les acteurs du secteur, a permis à la Côte d'Ivoire de remporter en 2014, "Le Prix du Meilleur Pays" en matière de réformes au Forum Mines and Money de Londres. ■





Transport

Un ouf de soulagement pour les Abidjanais

La vitalité du secteur des transports est l'un des indicateurs de performance de l'économie dans un pays. En Côte d'Ivoire, il représente environ 7 % du Produit intérieur brut (PIB) et joue un rôle moteur dans la mobilité des personnes et des biens. Le gouvernement ivoirien l'a si bien compris qu'il l'a intégré à l'axe stratégique 2 du Plan National de Développement (PND) consacré à « l'accélération du développement du capital humain et du bien-être social ». Le plan de restructuration visant à assainir et à moderniser le secteur s'inscrit dans ce cadre. Et déjà, les Abidjanais en ressentent l'impact.

La mobilité urbaine à Abidjan s'améliore avec l'arrivée de nouveaux acteurs dans le secteur des transports. Ce secteur se restructure, se modernise et voit son parc se renforcer.

Aujourd'hui, l'Abidjanais a plusieurs options en matière de locomotion pour se rendre à son lieu de travail, faire ses courses ou pour ses loisirs. En plus des moyens de transport jusque-là opérationnels, notamment le "woro-woro" (transport communal), le "gbaka" (mini-car), le bus, le taxi, ou encore les pinasses, il faut désormais compter avec le Wibus, les nouvelles compagnies de taxis modernes, dotées d'application mobile (Africab, Taxijet, Izicab, Drive et Ivoire Taxi) et les bateaux-bus

privés de la Compagnie ivoirienne de transports (CITRANS) et de la Société des transports lagunaires (STL), concessionnaires de transport lagunaire. Et, dans un futur proche, la ligne 1 du Métro d'Abidjan.

C'est à Yopougon, la commune la plus peuplée d'Abidjan, qu'on apprécie mieux l'impact de ces nouvelles offres de transport, avec les dessertes régulières des

compagnies de bateaux-bus. Evitant les embouteillages incessants de la principale voie d'entrée et de sortie de cette commune, de nombreux usagers stationnent désormais leurs véhicules à Abobodoumé, aux

alentours des quais des bateaux-bus. De là, ils font la traversée de la lagune par bateau jusqu'au Plateau ou à Treichville. A la descente, ils refont le même trajet puis récupèrent leurs véhicules pour regagner leurs domiciles. Jean-Marie Ahoba, fait

partie de ces usagers. Il travaille au Plateau et ne se rend plus à son lieu de travail avec son véhicule, sauf s'il a des courses

à faire dans d'autres communes. « Je gagne en temps et j'économise de l'argent sur le carburant en utilisant le bateau-bus », témoigne-t-il.

A Abobodoumé, une nouvelle activité est d'ailleurs née du développement

A Abidjan, la pénibilité des usagers du transport se réduit, au fil des ans



Défis : Faire encore plus !

L'équilibre entre l'offre et la demande est loin d'être atteint dans le secteur du transport à Abidjan. Aux heures de pointe, on observe encore de longs rangs et des attouchements sur les quais et dans les gares. Continuer à renforcer le parc automobile et de bateaux bus s'impose aux différents opérateurs, conformément à la politique de modernisation décidée par le gouvernement.

Un autre défi important, est la poursuite des programmes de construction et de réhabilitation des voiries à Abidjan et banlieues, pour une plus grande mobilité des personnes et des biens. L'amélioration de la desserte de l'ensemble des 13 communes d'Abidjan et son extension à Grand-Bassam, Dabou, etc. demeurent encore des défis à relever. De même que le renforcement de la sécurité routière.

du transport lagunaire. Elle consiste pour les jeunes de ce village à créer et gérer des parkings sécurisés et payants.

Au niveau du transport terrestre, les usagers saluent l'arrivée des Wibus et des taxis modernes. En témoignent, les propos de l'élève Alain Kouamé Roger, en classe de 5ème au Lycée moderne de Cocody : « Depuis que nous avons une ligne de Wibus dans notre quartier, je n'ai plus de stress le matin. Les Wibus sont ponctuels, et je suis sûr de ne pas arriver en retard aux cours. Avant, il était très difficile, à partir d'ici, d'avoir un "wôrô-wôrô", après 6h30 ». Robert Dehazi, lui est usager des taxis. Il avoue : « Avant, j'hésitais à les prendre. Mais, au détour d'une course, j'en ai emprunté un et ma satisfaction a

été totale. Désormais, je suis un client assidu ».

Ces témoignages positifs montrent qu'à Abidjan, la pénibilité des usagers du transport se réduit, au fil des ans. Aussi bien par voie terrestre que lagunaire, les moyens de locomotion se diversifient, se renforcent et se modernisent. Et ce, au grand bonheur des élèves, étudiants, travailleurs, commerçants et autres citoyens. Dans les différentes gares, on assiste de moins en moins aux spectacles de bousculades pour s'offrir une place dans les bus, bateaux-bus et "wôrô-wôrô". Les Abidjanais commencent à ressentir l'impact de la restructuration du secteur des transports décidée par le gouvernement ivoirien. ■



Kouman Abran Clarisse
Employée du secteur privé

« Toutes les cinq minutes, on a un bateau bus. On n'attend plus longtemps, et on gagne en temps ».

Ouattara Fanta
Etudiante

« Les bateaux bus de la STL me permettent d'aller vite et d'être à l'heure aux cours. En plus, cela me permet d'économiser près de 800 FCFA par jour, par rapport au passé ».

Kouassi Roger
Fonctionnaire



« Beaucoup de choses ont changé. Maintenant, il y a la concurrence. Quand on arrive à la gare lagunaire, on a le choix entre les différentes sociétés. Avant, ce n'était pas possible avec une seule compagnie ».

Yapo Guy-Serges
Homme d'affaires



« Sur les conseils d'un ami, j'ai fait l'expérience d'Ivoire Taxi. Du Plateau à la Riviera 2, entre 17H et 18H30, je payais au moins 2 000 FCFA avec les taxis ordinaires. Avec Ivoire Taxi, le compteur en marche, je dépense moins de 1 500 FCFA. En plus, le véhicule est climatisé, propre et sécurisé. Le seul hic, c'est qu'ils sont en nombre insuffisant ».



Transport

Le secteur privé en renfort

Selon la Société ivoirienne de contrôle technique automobile (SICTA), 85 % des véhicules circulant en Côte d'Ivoire ont plus de dix ans d'âge, dont 14,6 % de plus de 20 ans. Pour remédier à cet état de fait, le gouvernement a décidé, à travers le Fonds de Développement du Transport Routier, d'investir 750 milliards de FCFA dans la modernisation du parc des taxis. Et ce, pour acquérir 50 000 véhicules, grâce à un mécanisme d'accompagnement et de facilitation de l'accès au crédit automobile pour les transporteurs ayant des véhicules de plus de 10 ans.

Par ailleurs, deux décrets ont été pris pour limiter l'âge des véhicules d'occasion importés et réduire les durées d'exploitation des véhicules affectés au transport public ou privé de personnes ou de marchandises. Objectif : être en harmonie avec les Objectifs de développement durable (ODD). L'Etat renforce en outre son partenariat avec le secteur privé. D'où la signature de conventions de concession avec la Compagnie ivoirienne de transports lagunaires (CITRANS) et la Société de transport lagunaire (STL), pour l'exploitation du transport par voie lagunaire.

Résultats tangibles de la réforme en 2017

Acquisition SOTRA

500 autobus
acquis en 2017
sur 2 000 prévus
d'ici à 2020



Mise en circulation

200 taxis
à compte horokilométrique
en circulation
sur 2 000 prévus
d'ici à 2020



Transport privé lagunaire

1,5 million de passagers
transportés par STL
de mars à décembre 2017



600.000 passagers transportés
par CITRANS
de juin à décembre 2017





PERSPECTIVES 2018-2020

LE METRO D'ABIDJAN : TRANSPORTER 530 000 PASSAGERS PAR JOUR

Les présidents ivoirien, Alassane Ouattara, et français, Emmanuel Macron, ont lancé le 30 novembre 2017 les travaux de la ligne 1 du Métro d'Abidjan. D'un coût d'environ 918,34 milliards FCFA (1,4 milliard d'euros), il sera opérationnel en 2022, et transportera 530 000 passagers par jour.

« Ce projet va contribuer à révolutionner et fluidifier le transport urbain à Abidjan, une ville de cinq millions d'habitants qui doit affirmer sa modernité et son dynamisme... Le Métro d'Abidjan va impacter positivement l'économie nationale et la qualité de vie de nombreux foyers, grâce aux 2 000 emplois qu'il va générer, en plus de faciliter les déplacements quotidiens de 530 000 Abidjanais », a déclaré le Président Alassane Ouattara.

LE METRO EN 10 CHIFFRES

37 km de tracé, d'Anyama centre à la Station Aérocité de Port-Bouët

20 stations

21 ponts rail-route

1 pont viaduc sur la Lagune Ebrié

40 passerelles piétonnes

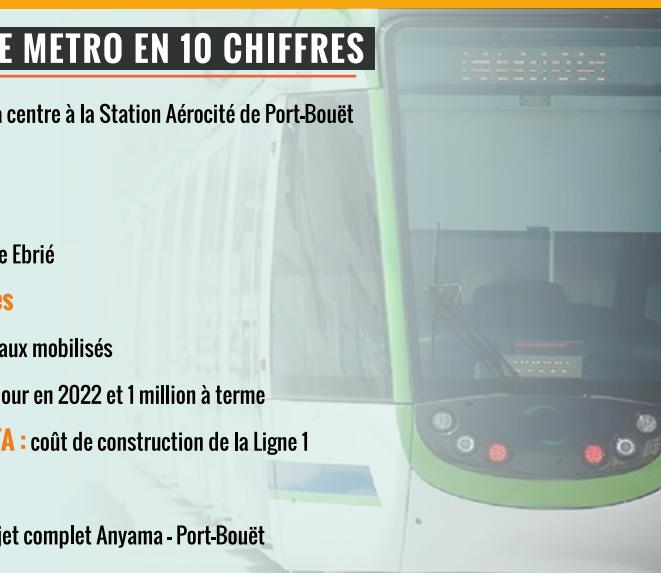
2000 travailleurs nationaux mobilisés

530 000 passagers par jour en 2022 et 1 million à terme

918,34 milliards de F CFA : coût de construction de la Ligne 1

80 km : vitesse de pointe

50 minutes : durée du trajet complet Anyama - Port-Bouët



MOBILITE URBAINE DURABLE

Le gouvernement et ses partenaires du secteur privé prévoient :

- La mise en service d'un réseau de 157 Bus Rapid Transit (BRT), un mode de transport de masse, à moindre coût ;
- L'instauration d'une prime à la casse pour encourager le retrait des vieux véhicules de la circulation et l'acquisition de véhicules neufs ;
- Le renforcement des capacités opérationnelles de la SOTRA, avec l'acquisition de 500 autobus à gaz ;
- La SOTRA a transporté 86 millions de passagers en 2017. Elle vise 144 millions de passagers en 2018 et 300 millions en 2019 ;
- CITRANS et STL ont transporté 25 000 passagers par jour en 2017 et vont porter leurs capacités quotidiennes à 100 000 passagers en 2018.



« Le Président de la République, S.E.M Alassane Ouattara, ambitionne de moderniser le secteur des transports, afin qu'il soit à même d'assurer la mobilité des personnes. Les transports terrestre,

maritime, aérien et ferroviaire doivent être capables de soutenir et accompagner la croissance économique, permettre à nos compatriotes de se déplacer dans de bonnes conditions. Le gouvernement a également engagé une politique vigoureuse de renouvellement du parc automobile, y compris des réformes qui prennent en compte la qualité des véhicules, des conducteurs et des gestionnaires d'entreprises ».

Amadou Koné, Ministre des Transports

EN ACTION

PORTRAIT



INNOVATION

Une application mobile contre l'analphabétisme

Son projet Leçon Unique Conçue pour l'Innovation dans l'Enseignement "LUCIE", une application mobile d'alphabétisation, a remporté le Prix de la 2^e édition de RFI Challenge APP Afrique.

Dotée d'une assistance vocale qui guide l'apprenant, d'une ardoise numérique et d'un système de suivi-évaluation, l'application "LUCIE" qui sera mise à la disposition du public en 2018, est une solution innovante pour transformer et impacter qualitativement le quotidien des Africains, et spécifiquement celui des femmes.



Raïssa Banhoro a reçu la reconnaissance du gouvernement pour cette invention qui s'inscrit dans la politique volontariste de l'Etat d'encourager la recherche technologique.

Elue meilleure développeur d'application mobile en 2015, lauréate du premier Hackaton Régional pour la Technologie et l'Entrepreneuriat organisé en 2016 par Microsoft et le PNUD en Egypte, le Prix RFI Challenge APP Afrique est une consécration de plus pour Raïssa Banhoro. Forte de cette expérience, Raïssa Banhoro va co-fonder une entreprise de développement d'application web et mobile et de création de jeux vidéo à thèmes.

Titulaire d'une Licence en Sciences naturelles obtenue à l'université d'Abobo-Adjamé en 2013 et d'un diplôme d'Ingénieur en Sciences informatiques. ■

CULTURE

Le Zaouli devient patrimoine mondial

Le patrimoine culturel immatériel ivoirien gravit des échelons, grâce à l'action de promotion du gouvernement. Ainsi, après le Gbofè d'Afounkaha (musique des trompes traversières de la communauté Tagbana) en 2008, et le "Djéguélé" (balafon pentatonique des Sénonoufo) en 2012, le Zaouli est depuis le 6 décembre 2017, la 3^e richesse nationale inscrite sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO).

Danse et musique du même nom, pratiquées par le peuple Gouro de Côte d'Ivoire (Centre-Ouest), le Zaouli est un hommage à la beauté féminine. Il associe, dans un même spectacle, la sculpture (le masque), le tissage (le costume), la musique (l'orchestre et la chanson) et la danse.

Porteur de l'identité culturelle du peuple gouro, le Zaouli encourage la cohésion sociale et la préservation de l'environnement. ■





Stade Olympique d'Ebimpé

Un chef-d'œuvre en chantier pour la promotion du sport

Le stade olympique d'Ebimpé dans la commune d'Anyama sort progressivement de terre. D'une capacité de 60 012 places et conçu pour abriter tout évènement sportif, ce chef-d'œuvre accueillera en 2021, la cérémonie d'ouverture et la finale de la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN 2021).

Après le lancement des travaux, le 22 décembre 2016, la fondation du stade est complètement achevée. Quant à la super structure de l'ouvrage, on commence à percevoir la forme ovale du stade dont la hauteur est de 51 mètres. La réalisation des gradins des côtés Est et Ouest de l'ouvrage avance. Prévus sur 5 étages, les travaux de construction des gradins vont atteindre le 2^e niveau au cours du premier trimestre 2018, assurent les ingénieurs du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNEDT).

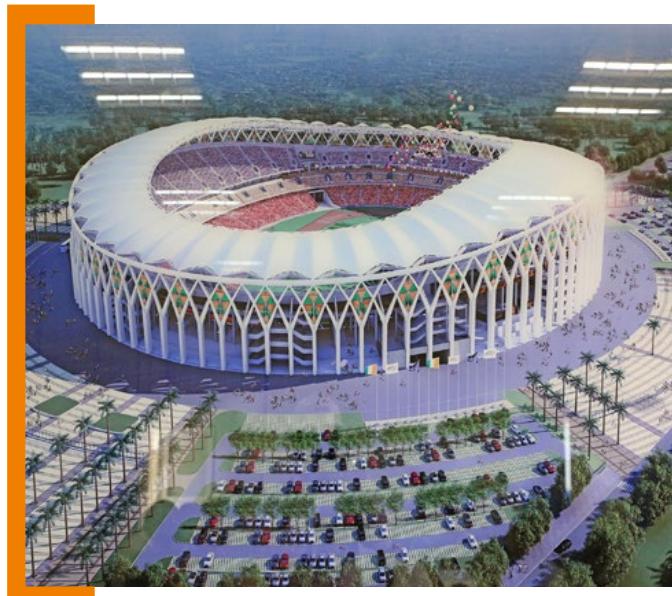
A février 2018, le taux d'exécution de cette infrastructure sportive est estimé à plus de 20 %.

Les différentes équipes sont à pied d'œuvre de façon permanente pour tenir le délai d'octobre 2019, date de livraison de l'ouvrage.

Le stade se dresse sur une superficie de 20 hectares, compte quatre entrées et dispose d'un parking pouvant accueillir plus de 10 000 véhicules. Il sera doté d'une aire de jeu de 6 hectares avec une pelouse naturelle. Don du gouvernement de la République Populaire de Chine à la Côte d'Ivoire, sa réalisation va coûter 63 milliards de FCFA.

La construction de ce stade de haut niveau favorise déjà la naissance d'une ville périphérique. De nombreux

promoteurs immobiliers et des particuliers s'activent àachever la construction de leurs cités ou maisons. Aux alentours, foisonnent un ensemble d'activités génératrices d'emplois et de revenus telles que la restauration et les services de transactions financières via le mobile. ■



Nialé Kaba

Sur la réduction de la pauvreté

La réduction de la pauvreté est une préoccupation du gouvernement ivoirien. Dans cet entretien, la ministre du Plan et du Développement, Nialé Kaba, souligne que le taux de pauvreté est passé de 48,9 % en 2008 à 46,3 % en 2015.



Madame la Ministre, quel est l'état de la pauvreté, aujourd'hui, dans notre pays et comment l'indice de pauvreté a évolué au cours des vingt dernières années ?

L'Enquête sur le Niveau de Vie (ENV) de 2015 a montré que le taux de pauvreté a baissé en Côte d'Ivoire, passant de 48,9 % en 2008 à 46,3 % en 2015. Cette baisse est plus prononcée en milieu rural qu'en milieu urbain. Ce qui reflète une plus grande réduction de la pauvreté dans nos campagnes.

Pour rappel, la première enquête sur la mesure de la pauvreté, réalisée en 1985 avait révélé un indice de pauvreté de 10 %. Six évaluations du niveau de la pauvreté et des conditions de vie des ménages réalisées en 1993, 1995, 1998, 2002, 2008 et 2015 ont permis de situer l'indice de pauvreté, respectivement à 32,3 %, 36,8 %, 33,6 %, 38,4 %, 48,9 % et 46,3 %.

Sous l'effet des réformes institutionnelles et des politiques économiques menées par S.E.M Alassane Ouattara, Président de la République, le taux de pauvreté a connu sa deuxième baisse en 2015 après celle de 1998. Cette baisse est imputable aux investissements massifs dans les secteurs sociaux, notamment l'éducation, la santé, l'eau potable et l'assainissement. Elle résulte

également de la vigueur du secteur privé, dont les taux d'investissement n'ont cessé de croître depuis 2012. Ce qui se traduit par la création d'emplois et la redistribution de richesses aux travailleurs.

Les investissements dans les services sociaux de base, tels que l'eau, l'électricité et l'école sont-ils des indicateurs importants de réduction de la pauvreté ?

En Côte d'Ivoire, le seuil de pauvreté est le revenu minimal en dessous duquel une famille est considérée comme pauvre. Il est de 270 900 FCFA par personne et par an en 2016. Cet indicateur monétaire est complété par des indicateurs d'accessibilité et de bien-être pour apprécier la pauvreté et le développement humain.

Par exemple, en 2016, près de quatre ménages sur cinq (81 %) utilisaient une source améliorée d'eau potable, plus de 80 % des ménages ont accès à des infrastructures sanitaires de premier contact près de leur lieu de résidence, les écoles primaires se trouvent à moins de 5 Km du lieu de résidence des ménages dans 87,2 % des cas.

Par ailleurs, l'ENV 2015 a révélé une répartition du revenu moins inégalitaire en 2015 qu'en 2002 et en 2008.

Concrètement, quels sont les efforts entrepris par l'Etat ivoirien pour un meilleur partage des fruits de la croissance ?

Le gouvernement a pris depuis 2011 d'importantes décisions en faveur des fonctionnaires et agents de l'Etat. Et ce, en vue de corriger les disparités dans le traitement salarial, tout en relevant le pouvoir d'achat des fonctionnaires. L'on peut citer notamment les bonifications indiciaires au profit de certaines catégories de fonctionnaires et le déblocage des salaires en mai 2015 pour l'ensemble des fonctionnaires. Il y a eu également, des avancements indiciaires restés bloqués pendant plus de vingt ans et qui ont été suivis d'une revalorisation des salaires tous les deux ans.

Parallèlement, les revenus des paysans ont connu une nette amélioration, sous l'effet conjugué de la hausse des prix et de l'augmentation des quantités produites. Au total, les revenus distribués aux producteurs sont passés de 3 000 milliards de FCFA à 6 000 milliards de FCFA entre 2012 et 2016.

Concernant le secteur privé, l'on peut retenir la revalorisation conséquente du Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG). Le marché de l'emploi, quant à lui, est resté dynamique avec la création de plus de deux millions d'emplois entre 2012 et 2016.

Les ressources budgétaires allouées aux dépenses dites "pro pauvres" sont passées de 1 080 milliards de FCFA en 2012 à 1 770 milliards de FCFA en 2015, et à 2 291 milliards de FCFA en 2018, soit près du tiers du budget.

Quelles sont les perspectives en matière de réduction de la pauvreté en Côte d'Ivoire ?

Les perspectives sont bonnes, parce que l'Etat continue de jouer sur l'ensemble des leviers qui devraient concourir à l'amélioration des conditions de vie des populations et à la réduction de la pauvreté. Pour renforcer la dynamique de l'activité économique, le gouvernement, sous la houlette du Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, poursuit les investissements dans les infrastructures économiques et sociales, renforce les politiques d'amélioration de l'environnement des affaires, de modernisation de l'administration et d'amélioration de la gouvernance. Par ailleurs, des mesures ont été prises pour encourager la transformation locale des matières premières avant exportation. Cela contribuera à créer davantage de valeurs ajoutées et d'emplois. ■

5^e Sommet Union Africaine - Union Européenne

1



2



3

1. Photo de famille des Chefs d'Etat et de gouvernement au Sommet UE-UA d'Abidjan, les 29 et 30 novembre 2017. - 2. La Chancelière allemande, Angela Merkel, entourée du Président ivoirien, Alassane Ouattara, et du Président du Conseil Européen, Donald Tusk. - 3. Le Président guinéen, Alpha Condé, accueilli par son homologue ivoirien.

Inaugurations d'infrastructures sanitaires

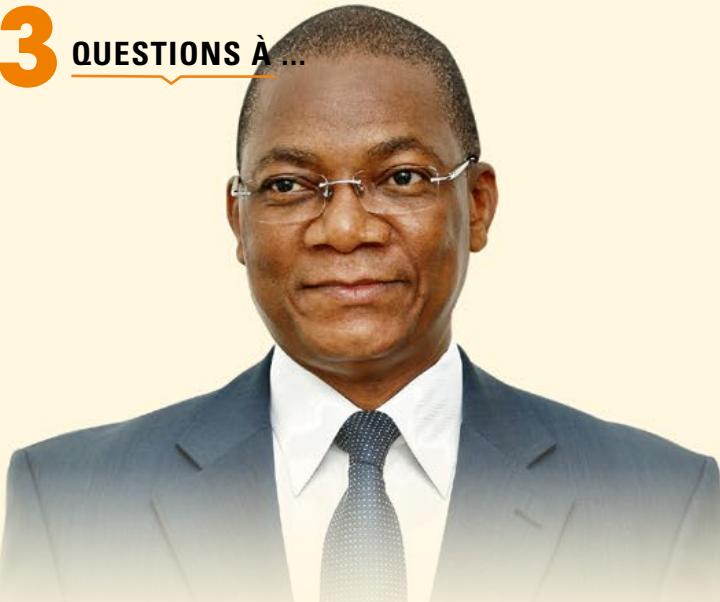
1



2

1. Inauguration, le 18 décembre 2017, du premier centre de Radiothérapie et d'Oncologie (traitement du cancer) de Côte d'Ivoire. Il est situé au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Cocody, à Abidjan. - 2. Le Centre hospitalier universitaire (CHU) d'Angré, à Abidjan, inauguré le 15 décembre 2017, est équipé de matériels de pointe.

3 QUESTIONS À ...



Bruno Nabagné Koné

Ministre de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Poste

Au sujet de l'identification des usagers des TIC's

L'opération d'identification des usagers des services de télécommunications/TIC et utilisateurs des cybercafés vise une meilleure sécurisation du pays et des citoyens.

■ Monsieur le Ministre, qu'est ce qui justifie cette nouvelle opération après celle de 2012 ?

L'opération d'identification de 2012 avait pour objectif de mettre fin à l'anonymat des usagers des services de Télécommunications/TIC et des utilisateurs des cybercafés. La présente opération vise à fiabiliser les bases des données existantes des opérateurs et à répondre à des défis sécuritaires majeurs. In fine, la protection des usagers contre les infractions commises sous anonymat, la sécurité de l'Etat, la lutte contre le terrorisme, la lutte contre la cybercriminalité, etc. y sont pris en compte. C'est pourquoi seules des pièces biométriques sont acceptées dans cette opération qui concerne tous les abonnés aux services de Télécommunications/TIC ouverts au public, ainsi que les usagers des cybercafés.

■ Qu'entend faire le gouvernement pour assurer le succès de cette opération ?

Pour atteindre nos objectifs à la date butoir du 31 mars 2018, nous travaillons en synergie avec les trois opérateurs. Ils se sont engagés à renforcer leur présence sur le terrain, ainsi que le dispositif prévu dans leurs agences commerciales. L'Office National d'Identification (ONI) sera également plus présent aux côtés des opérateurs pour la délivrance des récépissés d'enrôlement biométriques.

■ Que va-t-il se passer au terme du délai ?

Dès le 02 avril 2018, tous les abonnés non identifiés, conformément aux dispositions du décret n°2017-193 du 22 mars 2017, seront mis en situation de réception simple. Ils ne pourront plus émettre d'appels. Deux mois après, soit le 02 juin 2018, les personnes qui ne se seront toujours pas faites identifier ne bénéficieront plus de services (téléphonie, messagerie, mobile money, etc.). Leurs numéros seront purement et simplement désactivés, sans aucune possibilité de compensation. Par conséquent, j'invite tous les abonnés à accomplir dès à présent leurs formalités d'identification, sans attendre une hypothétique prolongation. ■

10 CHIFFRES SUR LE DÉVELOPPEMENT

Campagne coton 2016-2017

86,830 milliards de FCFA

de revenus pour les coton-culteurs ivoiriens

Education

4 408 596 kits scolaires

distribués à la rentrée scolaire 2017-2018

Dette intérieure

911 milliards de FCFA

payés à 8 914 fournisseurs et prestataires de l'Etat en 2017

Electrification

1 800 nouvelles localités

électrifiées de 2011 à 2017

Entreprenariat

41 593 jeunes ivoiriens

financés par le gouvernement de 2015 à 2017

Réseau routier

13 650 km

de voies construites ou réhabilitées en 2017

Eau potable

13,1 milliards de FCFA

décaissés en 2017 pour rénover et construire des infrastructures hydrauliques

Technologies de l'information et de communication (TIC)

5 000 km

de fibres optiques réalisés de 2014 à 2017

Soutien à la presse

1,4 milliard de FCFA

de subvention de l'Etat à la presse en 2017

Projet filets sociaux

5 000 ménages

ont bénéficié d'une allocation trimestrielle de 36 000 F CFA en 2017